Stages, visites d'usines : le gouvernement va promouvoir l'industrie dans les banlie

● Résoudre la pénurie de main-d'œuvre qui menace la réindustrialisation de la France en offrant un emploi rémunérateur
● Tel est l'objectif du plan mixité sociale que présente le ministre de l'Industrie, Roland Lescure, ce mardi à Bercy.

INDUSTRIE

Ninon Renaud

La semaine de l'industrie qui se tient du 27 novembre au 3 décembre a des éléments tangibles à célébrer. 31.400 emplois nets ont été créés en 2022 dans le secteur, dont la contribution au PIB a déjà gagné un demi-point en un an, à 9,5 %. Preuve que réindustrialisation et écologie ne sont pas incompatibles, l'industrie a dans le même temps réduit de 6,4 % ses émissions de gaz à effet de serre. Elle compte, en outre, 236 start-up spécialisées dans la décarbonation de ses activités.

Au-delà des grands discours, le premier baromètre de la renaissance industrielle publié il y a huit jours par la Société d'encouragement pour l'industrie nationale illustre et objective la dynamique à l'œuvre. Mais il pointe aussi un obstacle majeur à la réindustrialisation en cours : 100.000 postes sont vacants dans l'industrie et seuls 50 % des besoins actuels de recrutement du secteur sont satisfaits.

Un nouveau stage obligatoire en seconde

L'exécutif espère résoudre une partie de ce goulet d'étranglement au travers du « plan mixité sociale », présenté lors du quatrième sommet pour l'inclusion économique qui se tient ce mardi à Bercy. L'objectif est de rendre l'industrie sexy auprès des jeunes. Dès le mois de juin prochain, deux semaines de stage obligatoire en seconde vont ainsi s'ajouter à la semaine d'observation déjà organisée en troisième.

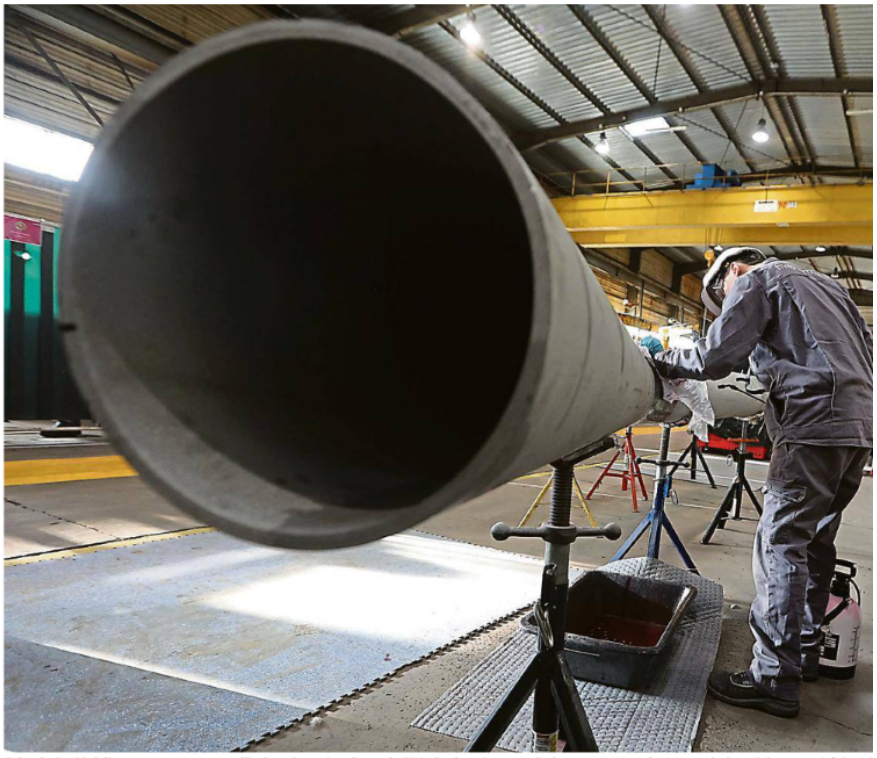
Dans les quartiers politiques de la ville (QPV), « *la cicatrice mémorielle liée à la désindustrialisation est particulièrement profonde car ces bassins d'habitation s'étaient constitués autour de sites ayant fermé* », souligne-t-on au cabinet du ministre de l'Industrie, Roland Lescure. Le chômage y évolue entre 16 % et 19 %, contre 7 % au niveau national.

Pour l'exécutif, la pénurie de main-d'œuvre qui menace la réindustrialisation peut, dans ce contexte, être traitée tout en renforçant la cohésion sociale. Le baromètre de la renaissance industrielle apporte un argument supplémentaire à cette analyse : à 2.773 euros net, le salaire mensuel moyen dans l'industrie est supérieur de plus de 10 % à la moyenne nationale.

Dix nouvelles écoles de production

Le plan de mixité sociale porte donc une attention particulière aux jeunes des quartiers prioritaires. Dès les prochaines vacances de février, ils se verront offrir des visites d'usine en parallèle aux sorties culturelles et sportives proposées en appui du soutien scolaire en matinée. Un appel à projets pour financer dix écoles de production l'an prochain est aussi prévu, avec un prisme particulier pour des sites en QPV.

Fruits d'un partenariat entre entreprises d'un même bassin d'emploi, collectivités locales et Etat, les 67 écoles de production existantes comptent 16 % d'élèves issus de quartiers défavorisés, soit le double de la part de la population française vivant dans ces derniers. Celles qui sont en QPV en accueillent 28 %. Pour autant, ces établissements affichent près de 95 % de réussite aux diplômes académiques du CAP et du bac pro et leurs jeunes reçoivent en moyenne cinq à six offres d'emploi chacun. ■



Selon la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, seuls 50 % des besoins actuels de recrutement du secteur industriel sont satisfaits (ci

Les écoles de production, cheville ouvrière de la réindustrialisation

Imaginé il a un siècle et demi par un prêtre-ouvrier, le modèle du « Faire pour apprendre » des écoles de production rencontre un succès croissant auprès des jeunes exclus du système éducatif classique et des entreprises. Reportage dans la région de Lyon, berceau du modèle.

Ce fut d'abord un projet chrétien. En 1882, l'abbé Boisard eut l'idée de créer à Vaulx-en-Velin un atelier d'apprentissage. L'objectif de ce prêtre-ouvrier : ramener des jeunes désœuvrés sur le droit chemin en les formant à des métiers industriels dont les entreprises locales avaient un criant besoin. Un siècle et demi plus tard, la France compte 67 écoles de production et leur modèle est au cœur de la stratégie de réindustrialisation du gouvernement.

Il maintient son objectif : porter à 100 le nombre de ces établissements en 2027, après avoir quasiment doublé leur nombre grâce à un premier appel à projets en 2021. Il s'agit plus que jamais de puiser dans le vivier de 100.000 jeunes décrocheurs par an du système scolaire. L'industrie manque en effet cruellement de bras et les départs en retraite porteront à 1,3 million d'ici dix ans le besoin de main-d'œuvre selon le ministère de l'Industrie. « *Nous accompagnons 12 à 14 écoles par an, ce qui devrait nous permettre d'atteindre le nouvel objectif fixé par l'Etat de 4.000 jeunes formés en 2027 contre 1.750 actuellement* », estime Patrick Carret, directeur général de la Fédération des écoles de production. Même s'il observe que la disponibilité réduite du foncier commence à ralentir les projets d'ouverture.

Discipline, respect et responsabilité

Le taux d'évaporation de jeunes inscrits n'est pas nul non plus mais il resterait limité car ces derniers sont sélectionnés sur leur motivation, après au moins une semaine de stage d'observation. Il faut dire que la recette initiale du « faire pour apprendre » du père Boisard séduit ces jeunes mal à l'aise dans l'enseignement général.

La photo du père André, un autre prêtre-ouvrier qui répliqua dans les années 1950 le modèle, surplombe d'ailleurs l'entrée de l'école de mécanique productique qu'il fonda en plein centre de Lyon, à Gorge de Loup. Discipline, respect et responsabilité règnent dans l'atelier de 1.200 mètres carrés où, comme dans les usines, des affiches rappelant les règles de sécurité voisinent avec les machines dernier cri.

Elles font plus de bruit que les 39 élèves en bleu de travail formés du CAP au bac pro. Concentrés sur leur tâche, tous participent à la production de pièces réelles commandées par une centaine d'entreprises locales. Le coût unitaire des pièces et leur prix sont inscrits sur les fiches techniques, chaque élève sait ainsi ce qu'il en coûte de rater une pièce.

> Les 39 élèves de l'école de mécanique productique de Lyon participent à la production de pièces réelles commandées par une centaine d'entreprises locales...

> ... assurant un chiffre d'affaires finançant un tiers du budget de fonctionnement de leur école.

Leur production assure un chiffre d'affaires finançant un gros tiers du budget de fonctionnement de l'école tandis que l'Etat et la région contribuent chacun à hauteur d'un autre tiers environ. Du vélib local à la maintenance des machines des chocolats Voisin de Lyon, en passant par des pièces pour Montabert, spécialiste d'équipements hydrauliques de démolition et de forage installé à Saint-Priest, les élèves s'entraînent aux différentes techniques du métier en fonction des commandes reçues.

Tandis que ceux en bac pro apprennent à programmer des machines qui fabriqueront les pièces, les plus jeunes liment patiemment les morceaux de métal à usiner. Une école de rigueur parfois éprouvante, comme pour Sacha, 15 ans, allure dégingandée, que le maître professionnel renvoie à plusieurs reprises à sa tâche.

Dans la région de Lyon, berceau des écoles de production, ces maîtres professionnels sont souvent des anciens élèves très au fait des problématiques de leurs élèves. « *J'étais le dernier de ma classe en troisième, on m'avait dit que je ne ferai rien de ma vie. Tous mes élèves connaissent mon parcours* », raconte Patrick Perrachon, 55 ans.

Heureux de rendre ce qu'il a reçu après vingt ans à usiner des implants médicaux, il suit comme le lait sur le feu sa couvée de quinze jeunes en première année de CAP à l'école de production « La Fabrique », créée il y a trois ans à Villefranche-sur-Saône sous l'impulsion du président de vRproduction, spécialiste de l'usinage de pièces de fonderies installé à 20 kilomètres.

« Une fille peut aussi réussir »

Alessandro, 15 ans, champion de kung-fu, montre avec fierté la rainure qu'il réalise sur une pièce en métal à partir d'une fiche technique où sont précisées les cotations. « *Je ne rentrais pas dans le moule, ici je prends ma revanche* », s'exclame-t-il, un large sourire aux lèvres. « *On n'est pas assis en face d'un tableau avec un prof sur le dos*, renchérit Emilie. *On a 24 heures d'atelier sur 35 heures d'école et les maths qu'on apprend nous aident en atelier.* »

Transfuge d'un lycée professionnel qu'elle a abandonné par ennui, la jeune fille de seize ans rêve désormais de créer son entreprise. Phoebe, en première année de bac pro dans l'atelier adjacent où elle programme une pièce à usiner, n'exclut pas d'enseigner à son tour. Mais elle vise d'abord un BTS, comme un jeune sur deux en moyenne issu d'une école de production. Elle a déjà décroché une médaille d'or de meilleure apprentie de France.

« *J'ai passé le concours pour prouver qu'une fille peut aussi réussir. J'ai toujours voulu travailler dans un métier d'homme, il y a moins de risque de crêpage de chignons* », s'exclame la jeune fille aux yeux soulignés de khôl. La gent féminine se compte sur les doigts de la main dans chaque école de production, mais le bouche à oreille des élèves et le travail de communication de la Fédération auprès du tissu scolaire, qui permettent déjà de remplir les promotions, devrait aussi attirer progressivement plus de jeunes filles.

— *N. Re. (à Lyon)*

La pénurie gé s'installe dans

Malgré la conjoncture économique dégradée, le secteur industriel continue de recruter massivement. 1,3 million d'offres d'emploi ont été publiées depuis le début de l'année, selon le baromètre Adecco Analytics.

L'industrie n'échappe pas au ralentissement économique de la France et à ses conséquences sur l'emploi. Selon le baromètre Adecco Analytics publié ce mardi, le nombre d'offres de postes sorties au troisième trimestre a baissé de 21 % sur un an. « *Ce recul est dans la moyenne nationale et il intervient après une très forte reprise d'activité post-Covid dans l'industrie*, relativise Charles Masson, analyste au sein du groupe Adecco qui a réalisé le baromètre. *En réalité, ce secteur continue de recruter massivement* », souligne-t-il.

Deux recrutements difficiles sur trois

Avec près de 1,3 million d'offres d'emploi publiées depuis le début de l'année, les besoins en main-d'œuvre restent bien supérieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie et la politique active de réindustrialisation promet de renforcer cette tendance. A titre de comparaison, le baromètre réper-